

Questions orales

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, le rapport ne nous a pas été communiqué, à ma connaissance. J'espère que cela pourra être fait très prochainement, peut-être quand nous aurons achevé l'étude que nous faisons parallèlement.

Mlle MacDonald: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser. Le ministre veut-il s'engager à déposer ces deux documents sur le bureau de la Chambre, lorsqu'il les aura, pour que les députés puissent en prendre connaissance et les étudier?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je préférerais étudier le point de vue de la province de Québec avant de m'y engager.

M. Clark: Pourquoi?

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LA SITUATION AU CAMBODGE—DEMANDE DE RAPPORT**

M. Howard Johnston (Okanagan-Kootenay): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que, selon les nouvelles de la Thaïlande, les tragédies qui se déroulent au Cambodge depuis onze mois se compareraient à ce que l'histoire a connu de pire et de plus cruel, est-ce que le ministre et ses services ont entrepris de se renseigner à ce sujet? Le ministre peut-il nous faire un bref compte rendu?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le président du Conseil privé, qui a pris note de la question, vendredi, je pense, a déjà communiqué au député les renseignements demandés. Je vais examiner la question moi-même, et si je puis apporter un complément d'informations, je ne manquerai pas de le faire.

**L'INCARCÉRATION DE RICHARD ALLIN AUX ÉTATS-UNIS—
DEMANDE D'INTERVENTION IMMÉDIATE DU GOUVERNEMENT
CANADIEN**

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et je lui en ai donné préavis. Un de mes électeurs, M. Richard Allin, de New Denver, en Colombie-Britannique, qui est citoyen canadien, est actuellement en prison à Houston, au Texas; on l'accuse de s'être soustrait à la conscription, parce qu'il a fait ses études universitaires aux États-Unis et a refusé de s'enrôler dans l'armée américaine. Comme il a été plus facile d'obtenir des renseignements sur son arrestation à l'ambassade des États-Unis qu'au ministère de l'honorable représentant, celui-ci peut-il nous garantir que son ministère prendra maintenant des mesures diligentes et positives pour faire relâcher cet homme et lui permettre de rentrer au Canada?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai entendu parler de cette affaire juste avant de me rendre à la Chambre. Je crois savoir que l'homme en question a été

[Mlle MacDonald (Kingston et les Îles).]

relâché et qu'il a consulté un avocat. Cependant, je me tiendrai au courant de la situation.

Des voix: Bravo!

* * *

LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE L'INFLATION**LA LENTEUR DU PROCESSUS D'ÉTUDE DES CONTRATS
SALARIAUX—LES MESURES CORRECTIVES ENVISAGÉES PAR
LE GOUVERNEMENT**

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné que la Commission de lutte contre l'inflation a rendu une décision dans seulement moins de 10 p. 100 des contrats salariaux qui lui ont été présentés, que, dans la plupart des cas, elle a dépassé les 30 jours prescrits pour rendre sa décision, que même les cas à propos desquels elle a rendu une décision, par exemple, le contrat du conseil scolaire de Sudbury, dont les 600 enseignants attendent une décision depuis des mois, ne sont pas encore réglés et que le personnel de la direction de la rémunération du conseil est profondément mécontent du manque d'initiative de la commission, le ministre peut-il dire à la Chambre et aux milliers de travailleurs qui attendent leurs augmentations salariales depuis des mois quelles mesures il compte prendre pour accélérer le travail de la commission? En outre, dans combien de temps peut-on espérer qu'elle aura fini d'étudier l'arriéré des demandes?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, si j'ai bien compris, la commission a reçu plus de demandes du secteur non syndiqué de la main-d'œuvre que des syndicats. La raison principale est la suivante: comme on a exigé que les demandes soient présentées avant la fin de février, les employeurs, surtout ceux qui sont tenus de se conformer aux directives concernant les bénéfiques, veulent confirmer le bien-fondé des majorations de rémunération qu'ils ont accordées à leurs propres employés non syndiqués dans le cadre du programme de contrôle des bénéfiques. Par conséquent, comme le président l'a dit la semaine dernière, la commission ne peut prévoir exactement quand tous ces cas seront réglés. Elle s'efforce de les étudier le plus rapidement possible et espère pouvoir surmonter les difficultés causées par le surplus de demandes, dont j'ai donné l'explication.

* * *

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION**PROPOSITION DE CONTRÔLE DU COÛT DE L'ÉNERGIE, DES
TAUX HYPOTHÉCAIRES ET DU LOGEMENT—LES INTENTIONS
DU GOUVERNEMENT**

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le premier ministre. Comme il devient de jour en jour plus évident que, pour que le programme de lutte contre l'inflation ait le succès escompté par le gouvernement, il faudrait une bureaucratie considérable, le gouvernement est-il maintenant disposé, en raison des lenteurs du programme et de son rejet catégorique par les travailleurs du Canada, à abandonner ce programme et à y substituer des mesures spéciales pour contrôler le coût du logement, les taux hypothécaires, le coût de l'énergie et autres secteurs que le programme actuel ne touche pas?